

Avancer en arrière ? Non merci !

Par Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)



Mon cher Mario,

Dans ton article du 5 mars, tu t'interroges sur le fait que les syndicats sont devenus source de progrès ou, au contraire, d'immobilisme...

Tu rappelles les belles batailles, alors que *les conditions difficiles et le nombre d'accidents dans les mines ou dans certaines usines justifiaient un mouvement pour donner une voix aux employés.*

Les belles batailles

Pas plus tard que le 19 février, l'IRSST publiait une étude montrant que les accidents de travail coûtent 4,6 milliards de dollars aux Québécois. Avec l'industrie de la construction en tête, les secteurs des télécommunications, de l'extraction minière, du pétrole et du gaz sont les plus durement touchés. Les statistiques de la CSST parlent d'elles-mêmes : un jour sur quatre, une personne perd la vie au travail. Toutes les six minutes, une autre est blessée ou mutilée au travail.

Cela fait des décennies que la FTQ et les autres syndicats se battent pour faire reconnaître comme prioritaire un secteur aussi important que celui de la construction. C'est une autre des « belles batailles », que nous continuons et continuerons de mener.

Un fossé qui se creuse

Le progressisme, comme tu le dis si bien, doit faire avancer la société et contribuer à une meilleure redistribution de la richesse.

S'il est un exemple clair, c'est bien celui de nos voisins du sud. Avec le phénomène des États antisyndicaux, dits *Right to Work States*, et la désyndicalisation, c'est à un recul de la société sans précédent auquel on assiste.

Le Bureau de recensement américain publiait récemment que depuis qu'il publie des statistiques, jamais le nombre de pauvres n'a été aussi élevé aux États-Unis : 46,2 millions de personnes ! Le salaire médian de la classe moyenne a régressé quant à lui jusqu'à son niveau de 1996. Le fossé se creuse à un point où les 400 Américains les plus riches gagnent autant que la moitié des Américains les plus pauvres, soit plus de 150 millions de personnes.

Le salaire moyen dans les états *Right to Work* était en 2009 13,3 % moins élevé que dans les États favorables à la syndicalisation, de même que la productivité au travail. Onze des quinze États montrant le plus haut taux de pauvreté étaient des États *Right to Work*, et neuf des onze États les plus favorables à la syndicalisation étaient parmi les plus riches.

Le même phénomène est observable pour la couverture de l'assurance maladie : faible dans les États *Right to Work* et plus élevée dans les États favorables à la syndicalisation. Même chose pour l'espérance de vie...

Comme quoi, la désyndicalisation ne fait pas vraiment avancer les choses !

Rôle des fonds de travailleurs

Ce ne sont pas des hommes d'affaires qui sont à l'origine des fonds de travailleurs. Si ce n'avait été de militants syndicalistes, le Québec devrait se priver aujourd'hui du Fonds de solidarité. Un fonds pour qui le sauvetage et la création d'emplois de qualité sont au cœur de l'action, un fonds pour qui l'épargne de dizaines de milliers de Québécois constitue le seul soutien en vue de la retraite... ! C'est aussi cela le syndicalisme, un acteur social de premier plan, un facteur de changement positif.

Et à ceux pour qui la privatisation croissante du système de santé, la destruction des régimes de retraite et la loi de la jungle constituent de « l'avancement » et du « progrès », nous disons *Avancer en arrière ? Non merci !*

Le 5 mars 2013